

La géopolitique de l'énergie à l'âge de la globalisation et de l'instabilité au Proche-Orient

Par Emmanuel Navon

Université du Québec à Montréal (30 mars 2011)

Si vous avez une voiture, vous avez sans doute remarqué récemment l'augmentation du prix de l'essence. Mais même si vous n'avez pas de voiture, l'augmentation du prix du pétrole ne vous est pas étrangère. Qu'il s'agisse du prix des billets d'avion ou du prix de la nourriture, ils sont plus élevés lorsque le prix du pétrole augmente.

Et vous remarquerez aussi que, quelque soit le prix du pétrole, nous le consommons quand même, tout simplement parce que nous n'avons pas le choix. Quand nous voulons boire, manger, nous vêtir ou subvenir à nos autres besoins, nous avons le choix entre des produits et des prix différents. Mais quand nous voulons nous déplacer, bien que nous ayons le choix entre la voiture, le train, l'avion ou le bateau, tous ces moyens de transports utilisent le pétrole.

Pourquoi ? Parce que le pétrole a un monopole sur les moyens de transport. Et savez-vous ce qu'il se passe lorsqu'il y a un monopole ? Vous et moi, les consommateurs, en sommes les victimes. Mais le monopole du pétrole ne fait pas que porter atteinte à notre niveau de vie. C'est aussi une source de tensions géopolitiques et d'instabilité pour l'économie internationale.

L'une des raisons immédiates de l'augmentation des prix du pétrole ces dernières semaines est l'instabilité en Lybie. Et l'une des raisons pour lesquelles l'Occident a pris plus de trois semaines avant de prendre des mesures contre Kadhafi et qu'il ne veut pas mettre en danger ses importations de pétrole en provenance de la Lybie.

Il suffit d'une révolution dans un pays exportateur de pétrole pour déstabiliser l'économie mondiale et pour que le monde sacrifie les droits de l'homme pour la stabilité des prix.

Maintenant, imaginez si les révolutions dans le monde arabe en venaient à toucher l'Arabie saoudite. Tous les experts du Proche Orient savent que le régime saoudien est instable. Il ne tient que parce que la famille royale neutralise toute opposition grâce à ses revenus pétroliers. Comment ? Le régime finance un État providence généreux qui calme l'insatisfaction sociale. Et il finance des institutions islamistes à travers le monde pour satisfaire son clergé wahhabite.

Mais même le contrat social saoudien est menacé par les révolutions dans le monde arabe.

Si les Saoudiens en venaient à renverser leur monarque, cela entraînera une crise pétrolière. L'Arabie saoudite n'est pas seulement le plus gros exportateur de pétrole au monde. Elle détient également 70% des réserves mondiales de pétrole. C'est le seul pays qui est capable de répondre à la demande mondiale lorsqu'un autre pays exportateur est défaillant.

Donc l'Arabie saoudite est le pompier du marché mondial du pétrole. Une révolution en Arabie saoudite équivaldrait à un incendie cher les sapeurs-pompiers.

Une crise pétrolière est la dernière chose dont l'économie mondiale a besoin. Toutes les crises économiques mondiales de la seconde moitié du vingtième siècle ont été précédées par une crise pétrolière. Ça a été le cas après l'embargo arabe de 1973, après la révolution iranienne de 1979, et après l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990.

Le prix du baril de pétrole a atteint \$120 début mars 2011, soit 20% de plus que depuis le début de l'année. Un nouveau choc pétrolier signifierait une nouvelle crise économique, alors même que l'économie mondiale est à peine en train de se remettre de la crise financière de 2008.

Donc s'il est temps de songer à mettre fin au monopole du pétrole, ce n'est seulement pour des raisons écologiques. C'est aussi, et peut-être avant tout, pour des raisons géopolitiques et économiques. Et c'est aussi parce que les ressources pétrolières mondiales vont en diminuant et qu'on ne peut pas continuer à faire tourner nos économies sur la base d'une ressource énergétique qui est en voie de disparition.

Si nous voulons éviter une catastrophe économique à l'échelle mondiale, il faut préparer dès maintenant la transition à l'ère post-pétrolière.

Et les solutions existent. Le problème est que tout le monde n'a pas intérêt à ce que ces solutions soient mises en place. Pourquoi pensez-vous que l'Arabie saoudite accroît sa production de pétrole lorsque les prix du pétrole augmentent ? Pour gagner moins d'argent ? Non. L'Arabie saoudite ne veut pas que les prix du pétrole atteignent des niveaux trop élevés pour que les pays importateurs n'investissent pas dans la recherche d'alternatives au pétrole. Or tant que le prix du pétrole est supportable, le coût économique des alternatives au pétrole reste élevé.

Israël a tout intérêt à contribuer à mettre fin au monopole du pétrole sur l'économie mondiale. Comme toute autre économie, l'économie israélienne est vulnérable aux fluctuations du prix du pétrole. Mais, surtout, le pétrole est une arme géopolitique utilisée par les pays arabes contre Israël. Après la Guerre de Kippour, les pays arabes ont utilisé l'arme du pétrole pour nous isoler sur la scène mondiale. C'est à cause du pétrole que les États-Unis ménagent et arment l'Arabie saoudite, et c'est à cause du pétrole que l'Iran parvient à résister aux sanctions internationales et à poursuivre son programme nucléaire.

Je pense également que mettre fin au monopole du pétrole obligera les pays exportateurs de pétrole à devenir plus productifs et plus pragmatiques. Les pays exportateurs de pétrole sont tous caractérisés par un manque de productivité et d'innovation. Ce sont les revenus pétroliers qui permettent au régime saoudien d'acheter son soutien politique et de repousser la démocratisation et le progrès économique.

Mais le jour où ces pays ne pourront plus compter sur le pétrole, ils devront travailler comme tout le monde. Et, au Proche-Orient, tout pays qui voudra progresser économiquement aura besoin de la technologie israélienne. La création d'intérêts économiques communs entre Israël et ses voisins est susceptible de constituer une étape importante pour la pacification de notre région.

D'où l'intérêt d'Israël à ce que la géopolitique du pétrole change et que le pétrole perde son monopole mondial. Et Israël n'a pas seulement intérêt à ce que le pétrole perde son monopole. Israël a également la capacité, grâce à sa technologie, à contribuer à la fin de l'ère pétrolière.

Cela peut paraître ambitieux. Comment un pays peut-il mettre fin au monopole d'une ressource irremplaçable ? Ce à quoi je réponds : si un pays peut créer cette dépendance pétrolière, il peut également la détrôner.

Car sachez que la dépendance pétrolière que nous subissons aujourd'hui a été créée par l'homme. Ou plutôt par un homme, qui est par ailleurs un héros auquel nous devons également notre liberté. Je veux parler de Winston Churchill. En 1912, alors qu'il était Premier Lord de l'Amirauté, Churchill donna l'ordre de convertir tous les moteurs de la Royal Navy du charbon au pétrole.

Pourquoi ? Parce que Churchill voulait emboîter le pas à la flotte allemande. La Grande-Bretagne venait juste de découvrir d'énormes ressources pétrolières en Iran et avait réussi saboter les ressources pétrolières contrôlées par l'Allemagne en Roumanie. Pendant la Première Guerre mondiale, la plupart des armées européennes suivirent l'exemple britannique et remplacèrent le charbon par le pétrole. C'est ainsi que le pétrole devint le carburant standard puis dominant non seulement dans l'armée mais également dans les transports civils.

Et le pétrole devint également une source de conflits. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'Allemagne attaqua l'Union soviétique entre autres pour contrôler les puits pétroliers du Caucase. Le blocus anglo-américain, en coupant l'Allemagne de ses importations de pétrole, fut un outil important pour la victoire alliée. Le Japon attaqua les Indes orientales néerlandaises en 1941 pour contrôler les ressources pétrolières de ce territoire. Après la Guerre de Kippour (en 1973), les pays arabes membres de l'OPEP utilisèrent le blocus pétrolier pour isoler Israël.

C'est à cause de leur dépendance pétrolière que les États-Unis sont alliés à la théocratie saoudienne et qu'ils ont mené deux guerres dans le Golf persique (en 1991 et en 2003). C'est à cause du pétrole que l'armée américaine protège les États pétroliers et que la marine américaine protège les trois routes pétrolières que sont les Détroits d'Ormuz, de Malacca, et du Bosphore.

Et les tensions géopolitiques engendrées par le pétrole n'iront qu'en s'aggravant, parce que la consommation mondiale de pétrole ne fait qu'augmenter tandis que

la production, elle, plafonne et est même susceptible de diminuer. D'où l'émergence d'une rivalité globale entre les États-Unis et la Chine autour du pétrole.

La Chine est devenue le deuxième consommateur d'énergie au monde après les États-Unis. Non seulement les États-Unis et la Chine rivalisent pour s'assurer l'accès aux ressources pétrolifères dans le monde, mais la Chine achète son pétrole, entre autres, de pays tels que l'Iran et le Venezuela qui sont ouvertement hostiles aux États-Unis.

La consommation chinoise de pétrole est passée de 1,7 millions de barils par jour en 1980 à 7,4 millions de barils par jour en 2006. En 1993, la Chine a cessé d'être un exportateur de pétrole pour devenir importateur. En 2003, la Chine est devenue le second importateur de pétrole au monde après les États-Unis. D'après l'Agence internationale de l'Énergie, la Chine dépassera les États-Unis en 2025 pour devenir le premier importateur de pétrole au monde.

En juin 2005, la compagnie pétrolière chinoise CNOOC (China National Offshore Oil Company) annonça une OPA de 18,5 milliards de dollars pour acheter la compagnie pétrolière américaine UNOCAL. L'offre ne fut bloquée qu'après l'intervention du Congrès américain.

À cause de ses besoins en pétrole et grâce à sa puissance financière, la Chine s'approprie peu à peu les ressources pétrolières des pays africains. Aujourd'hui, la Chine est plus présente et plus influente en Afrique que les États-Unis. Le tiers

des importations de pétrole chinoises vient d'Afrique (en particulier du Soudan, de l'Angola, de la RDC et du Nigéria). La Chine est un fournisseur d'armes du Soudan et protège Khartoum au Conseil de Sécurité de l'ONU. C'est parce que la Chine a besoin du pétrole soudanais que Khartoum poursuit sa politique génocidaire au Darfour sans intervention américaine ou internationale.

La rivalité économique et géopolitique entre les États-Unis et la Chine autour des ressources pétrolières est susceptible de se détériorer en rivalité militaire. La marine américaine contrôle les routes maritimes de l'Océan pacifique et de l'Océan indien, qui sont vitales aux importations énergétiques chinoises. Plus de la moitié des importations énergétiques chinoises passent par le Déroit de Malacca, et l'on est en droit de se demander combien de temps la Chine acceptera la prépondérance militaire américaine dans cet endroit qui lui est également stratégique.

Et, bien entendu, c'est également à cause du pétrole que la Chine protège l'Iran au Conseil de Sécurité. Les sanctions adoptées contre l'Iran par le Conseil de Sécurité en juin 2010 ne sont que des sanctions timorées qui n'empêcheront pas l'Iran de poursuivre son programme nucléaire. Et le pays qui fait le plus obstacle à l'imposition de véritables sanctions contre l'Iran est la Chine, à cause de ses intérêts pétroliers.

Mais le pétrole n'est pas uniquement un facteur d'instabilité économique et de tensions géopolitiques. C'est aussi un obstacle au progrès économique et à la démocratisation.

Comme l'a remarqué Thomas Friedman, le prix du pétrole et la libéralisation politique évoluent toujours en sens inverse dans les pays exportateurs de pétrole. Et le premier pays arabe qui ait organisé des élections libres et qui ait libéralisé son système politique est également le premier pays dont les ressources pétrolières sont en voie d'épuisement. Ce pays est le Bahreïn.

Ce sont les prix élevés du pétrole qui ont permis à Putin en Russie et à Chavez au Venezuela de renforcer leur régime autoritaire. Et c'est grâce à ses revenus pétroliers qu'Ahmadinejad achète son soutien politique tant intérieur qu'international.

Mais le pétrole est aussi un obstacle au développement économique. L'économiste Jeffrey Sachs a démontré dans une étude empirique menée dans 97 pays sur une période de près de deux décennies (entre 1971 et 1989) que les pays riches en pétrole ont une croissance économique inférieure aux pays qui n'ont pas de pétrole.

Prenez le Nigéria, par exemple. Le Nigéria a accumulé 223 milliards de dollars de revenus pétroliers entre 1999 et 2007. Et pourtant, les Nigériens sont plus pauvres aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a trente ans. 70% d'entre eux vivent avec moins de 1 dollar par jour. Pourquoi ? Parce que l'argent du pétrole est monopolisé par les gens au pouvoir. Il est envoyé en Suisse au lieu d'être investi dans l'économie du pays. Les gens n'essaient pas de s'enrichir en innovant et en produisant, mais en se rapprochant du pouvoir.

Et bien entendu, pour finir, le pétrole est une source de pollution majeure. 40% des émissions des CO2 dans le monde proviennent du pétrole. D'où le phénomène d'effet de serre et de réchauffement de la planète.

Mais s'il faut d'urgence songer à une alternative au pétrole, ce n'est pas seulement parce que le pétrole pollue, parce qu'il crée des tensions entre les États-Unis et la Chine, parce qu'il protège les régimes autoritaires, et parce qu'il déstabilise l'économie mondiale. C'est aussi parce que les ressources pétrolifères finiront par s'épuiser et qu'il faut donc se préparer à la transition.

Depuis le début des années 1980, le monde extrait plus de pétrole qu'il n'en découvre. Entre 1960 et 1989, le monde a découvert deux fois plus de pétrole qu'il n'en a produit. Entre 1990 et 2006, le monde a découvert deux fois moins de pétrole qu'il n'en a produit. Près de 80% de la production mondiale de pétrole provient de champs pétrolifères qui ont été découverts il y a plus de 25 ans et dont la production ne cesse de diminuer.

L'Agence internationale de l'Énergie prévoit que la production mondiale de pétrole atteindra un plateau en 2020 si la demande continue d'augmenter et si aucune nouvelle source majeure de pétrole n'est découverte entre temps.

L'expert pétrolier Matthew Simmons affirme quant à lui que même le champ pétrolier de Ghawar en Arabie saoudite (qui est le plus grand champ pétrolier au monde) a atteint ses limites.

Lorsque l'offre internationale de pétrole ne pourra plus satisfaire la demande, les prix augmenteront de façon exponentielle. Pour la plupart de pays, cela créera un phénomène de pauvreté énergétique. Mais même les pays riches souffriront. Ils seront les otages des pays hostiles à l'Occident.

Il faut donc mettre fin à l'âge du pétrole avant que le pétrole disparaisse. Et cela est possible. Après tout, nous ne sommes plus à l'âge de fer et pourtant le fer n'a pas disparu.

La bonne nouvelle est que les États-Unis commencent à prendre la menace pétrolière très au sérieux. Le Président Bush fit de la menace pétrolière le thème central de son discours de l'Union en 2006. Il déclara que la dépendance pétrolière des États-Unis doit cesser.

Ce sujet est devenu consensuel aux États-Unis et il a été repris par le Président Obama qui a déclaré peu après son élection : « La dépendance pétrolière des États-Unis est l'une des menaces les plus sérieuses à laquelle notre nation ait jamais fait face. Cette dépendance finance les dictateurs, paie pour la prolifération nucléaire et pour le terrorisme. Elle met l'Amérique à la merci des fluctuations des prix du pétrole et constitue un obstacle à l'innovation. »

Et pour cause. Les États-Unis consomment le quart de la production mondiale de pétrole alors qu'ils ne détiennent que 3% des ressources pétrolières mondiales. Et les États-Unis sont plus dépendants aujourd'hui des importations de pétrole qu'ils ne l'étaient il y quarante ans, parce qu'ils produisent moins et consomment plus. En 1973, les États-Unis importaient 35% des leurs besoins pétroliers contre 60% aujourd'hui. Et leurs principaux fournisseurs sont des pays comme l'Arabie saoudite et le Venezuela.

Comment les États-Unis pourront-ils mettre fin à leur dépendance pétrolière ? Contrairement à une idée reçue, construire plus de centrales nucléaires ou de panneaux solaires ne sert strictement à rien pour mettre fin à la dépendance pétrolière.

Non pas que je sois contre. Je suis pour à 100%. Je suis pour le développement de l'énergie nucléaire et des énergies renouvelables pour que la production d'électricité dans le monde dépende moins du charbon et donc soit moins polluante.

Mais cela n'a rien à voir avec la dépendance pétrolière, pour une raison simple : les pays industrialisés n'utilisent plus le pétrole pour produire de l'électricité. Seule 1 à 2% de la production d'électricité provient aujourd'hui du pétrole dans les économies développées. Donc même si nous réduisons cette proportion de 1% à 0%, nous n'aurons pas progressé d'un iota pour ne plus dépendre du pétrole.

Pourquoi ? Parce que cette dépendance est due au monopole du pétrole dans les moyens de transport. Donc il faut mettre fin à ce monopole pour mettre fin à notre dépendance pétrolière.

Cela peut paraître ambitieux. Mais, comme je l'ai dit tout à l'heure, de la même manière que notre dépendance pétrolière est le résultat d'une décision humaine, notre indépendance pétrolière peut aussi être le résultat d'une décision humaine. De la même manière que Churchill a fait passer la marine britannique, et par ricochet l'économie mondiale, du charbon au pétrole, nous pouvons faire un tel changement aujourd'hui.

Après tout, il existe des précédents. Il fut un temps où le sel était une ressource stratégique, parce que le sel avait un monopole sur la conservation de la nourriture. Le contrôle du sel déterminait la géopolitique mondiale. Le cours du prix du sel influençait l'économie mondiale. Le sel était la cause de guerres de pouvoir.

Or grâce à la science, en particulier grâce aux conserves sous vide et à la réfrigération, le sel n'est plus utilisé pour la préservation de la nourriture. Bien sûr, nous utilisons toujours du sel, et nous avons même tendance à en mettre trop dans notre nourriture. Mais le sel a perdu son monopole et donc il n'est plus une ressource stratégique.

La science aujourd'hui, et en particulier la technologie israélienne, peut mettre fin au monopole du pétrole. Mais il faut du courage politique pour faire face aux intérêts économiques qui veulent que le pétrole garde son monopole.

On ne pourra mettre fin au monopole du pétrole que grâce aux biocarburants et aux moteurs électriques.

L'hydrogène est souvent mentionné, mais ça n'est pas une alternative viable. L'hydrogène peut être utilisé comme carburant. C'est l'élément le plus abondant dans l'atmosphère et il n'est pas polluant. Mais pour être utilisé comme carburant, l'hydrogène doit être séparé des éléments qu'il constitue tels que l'eau, le charbon ou le pétrole.

Or les technologies de séparation de l'hydrogène sont très coûteuses et très polluantes. Il faudrait réduire de dix fois le coût de production pour que cela soit rentable économiquement. Et il faudrait investir des trillions de dollars en infrastructures pour stocker et transporter l'hydrogène, qui n'est liquéfiable qu'à moins 253 degrés Celsius.

Et, surtout, puisqu'il faut des quantités d'électricité énormes pour produire et stocker l'hydrogène et pour en faire un combustible, pourquoi ne pas utiliser cette électricité directement pour propulser les moteurs électriques ?

Les voitures électriques, ça n'est pas de la science fiction. Savez-vous que les premières voitures étaient électriques ? Jusqu'au début du vingtième siècle, les voitures électriques étaient plus populaires et plus répandues que les voitures à essence. Mais les voitures à essence finirent par prendre le dessus, parce que faire le plein prend moins de temps que de recharger une batterie et parce que les voitures à essence parcouraient de plus longues distances. Imaginez le cauchemar d'avoir à chercher une prise électrique en plein milieu d'une autoroute.

Et puis la production en masse de voitures à essence par Ford a fini par éliminer complètement la voiture électrique.

Mais aujourd'hui, la voiture électrique est de retour grâce au modèle révolutionnaire de la société Better Place, en partenariat avec Renault-Nissan. D'abord, Better Place va installer des réseaux de rechargement qui nous permettront de recharger notre voiture électrique où que nous soyons garés (à la maison, au travail, au supermarché ou tout simplement dans la rue).

Mais surtout, et c'est là la grande nouveauté, Better Place a développé un mécanisme de remplacement automatisé de la batterie qui prendra moins de temps que de faire le plein d'essence. Des stations de remplacement de batteries seront dispersées à travers le pays comme les stations d'essence. Et le remplacement de la batterie ne coûtera rien au consommateur, puisque la batterie appartient à la société et que le consommateur ne paie que par kilomètre parcouru.

Ce système est en train d'être installé en Israël, au Danemark et en Australie. Les plus grandes institutions financières internationales ont investi plus de 300 millions de dollars dans Better Place. C'est la meilleure preuve qu'il s'agit d'un projet sérieux et prometteur.

Mais la voiture électrique ne résoudra pas le problème de la dépendance pétrolière pour les transports aériens et maritimes. Pour les avions et les bateaux, la réponse provient des biocarburants.

Il existe deux types de biocarburants : l'éthanol et le biodiesel. L'éthanol est un alcool fabriqué à partir de la canne à sucre ou du maïs. Le biodiesel, en revanche, est fabriqué à partir d'huiles telles que l'huile de palme ou le jatropha. D'ailleurs, Rodolf Diesel fit fonctionner son premier moteur avec de l'huile de cacahuètes.

Remplacer le pétrole par les biocarburants n'est pas une fantaisie. La preuve, le Brésil l'a fait.

Il y a trente ans, le Brésil importait 80% de ses besoins en pétrole. Et puis il y a eu la crise pétrolière de 1973. Le Brésil ne s'est pas contenté de chercher de nouvelles sources pétrolifères sur ses côtes. Il a également développé une industrie d'éthanol produit à partir de canne à sucre.

Aujourd'hui, 80% des voitures au Brésil ont des moteurs flexibles, c'est-à-dire des moteurs qui peuvent fonctionner tant avec de l'essence qu'avec de l'éthanol. Et

lorsque les prix du pétrole ont atteint des sommets en 2008, l'économie brésilienne n'en a pas souffert.

Aujourd'hui, le Brésil a la deuxième industrie d'éthanol au monde après les États-Unis. Cela fait du Brésil une puissance énergétique.

Je sais qu'il existe une controverse autour des biocarburants. Ils sont accusés de tous les maux, depuis la déforestation jusqu'à l'augmentation des prix de la nourriture. Certaines de ces accusations sont justifiées, mais la pluparts sont, tout simplement, des mythes.

Commençons par la déforestation au Brésil. Elle n'a rien à voir avec la production de canne à sucre et d'éthanol. Les arbres ne sont pas coupés dans l'Amazonie pour produire de la canne à sucre, puisque l'Amazonie n'a pas le climat approprié pour la canne à sucre. La production de canne à sucre au Brésil n'est pas dans l'Amazonie et elle n'occupe que 10% des terres cultivables au Brésil. Et le Brésil a environ 90 millions d'hectares de terres vierges qui peuvent être utilisées pour l'agriculture sans toucher à l'Amazonie.

La production d'éthanol est également accusée de prendre la nourriture des pauvres dans les pays du Tiers Monde pour en faire des carburants pour nos voitures dans les pays riches. Là aussi, c'est un mythe. C'est vrai que les États-Unis produisent leur éthanol à partir de maïs, mais il est beaucoup plus rentable et efficace de produire l'éthanol à partir de canne à sucre comme au Brésil. Et le sucre n'est pas à la base de la pyramide alimentaire.

L'éthanol est accusé d'avoir contribué à l'augmentation des prix de la nourriture dans le monde en 2007-2008. Mais les plus grandes augmentations de prix ont touché le riz et le poisson, qui ne sont pas utilisés pour produire de l'éthanol. L'augmentation du prix de la nourriture est liée à l'augmentation du prix du pétrole à cause de l'énergie utilisée dans la chaîne de production. Par ailleurs, la demande croissante de viande en provenance de marchés comme la Chine et l'Inde fait augmenter le prix de la nourriture à cause de la quantité de grains requise pour produire la viande.

Mais, surtout, il n'y a pas de contradiction entre la production de nourriture et la production de biocarburants. Il existe des millions d'hectares inutilisés en Afrique subsaharienne et en Amérique du Sud. À l'heure actuelle, ces terres fertiles de produisent pas de nourriture par manque d'investissements. Créer des projets agricoles à grande échelle dans ces pays permettrait de produire à la fois de la nourriture pour la population locale et de la canne à sucre pour l'éthanol ainsi que des palmiers pour le biodiesel.

C'est le seul moyen d'attirer des investisseurs pour produire des cultures agricoles qui, à l'heure actuelle, n'existent pas. Une région comme le Katanga, par exemple, importe son sucre et sa nourriture alors qu'elle a des terres fertiles. Y installer des projets de biocarburants permettrait de rendre cette région autosuffisante en termes d'alimentation en partageant la production entre la population locale et les investisseurs.

Il y a dans le monde aujourd'hui un milliard d'acres de terres cultivables abandonnées. Ces terres peuvent être utilisées pour la production de biocarburants sans affecter la production de nourriture.

Mais, de toute façon, la controverse autour des biocarburants est en train de perdre de sa pertinence, puisque les biocarburants peuvent être produits à partir d'autres éléments.

Ce que l'on appelle la première génération des biocarburants est l'éthanol ou le biodiesel produits à partir de cultures agricoles. Mais la deuxième génération de biocarburants peut être produite à partir de déchets ou d'algues.

Oui, vous avez bien entendu : à partir d'algues. Les algues doublent leur masse en quelques heures et produisent trente fois plus d'huile que le tournesol par exemple. Mais, surtout, les algues dévorent le CO2 et permettent la production de biocarburants. Leur quantité dans l'Océan est quasiment infinie, et il y a là un potentiel énorme pour la production de biocarburants. Et un potentiel qui ne sera pas accusé d'affamer la planète.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, Israël a tout intérêt à ce que le monopole du pétrole touche à sa fin. Mais Israël est également à la pointe de la technologie qui permettra de détrôner le pétrole.

Je viens de parler de la production de biocarburants à partir d'algues. Et bien c'est un scientifique et entrepreneur israélien, Yitzhak Barzin, qui a développé cette technique et qui a commencé à la commercialiser en 2002 en créant la société GreenFuel. Quant à la société Better Place, qui est en train de révolutionner le marché de la voiture électrique, elle est le fruit de l'initiative et de la vision de l'entrepreneur israélien Shai Agassi.

Et le gouvernement israélien a fini par prendre conscience du rôle d'Israël dans la révolution technologique qui permettra de mettre fin au monopole du pétrole. Tout récemment, en janvier 2011, le gouvernement israélien a approuvé un plan national pour réduire l'usage du pétrole dans les transports. Le Gouvernement va investir 1 milliard et demi de shekels dans la recherche et le développement pour développer des solutions qui permettront d'offrir des alternatives fiables au pétrole dans les transports.

Cette initiative est la bienvenue, mais personnellement je pense qu'Israël devrait aussi promouvoir la production de biocarburants dans les pays d'Afrique subsaharienne. Cela permettrait de contribuer à l'indépendance alimentaire et énergétique de ces pays, de renforcer les relations économiques et stratégiques entre Israël et l'Afrique, et de contrebalancer l'influence de l'Iran qui achète le soutien politique des pays d'Afrique avec ses pétrodollars.

Un monde dans lequel les grandes puissances ne dépendront plus du pétrole des pays arabo-musulmans est un monde dans lequel les États-Unis n'auront plus à courtiser l'Arabie saoudite et dans lequel l'Iran ne pourra plus compter sur la Chine pour poursuivre son armement nucléaire.

Mais c'est aussi un monde dans lequel les pays exportateurs de pétrole n'auront d'autre choix que de devenir productifs. De la même manière qu'à l'ère de l'Internet les dictateurs sont menacés, ce sont les économies rentières et parasites qui seront menacées dans l'ère post-pétrolière.

Dans l'ère post-pétrolière, les pays du Proche-Orient qui voudront se développer économiquement ne pourront pas se passer de l'économie israélienne. C'est alors que des intérêts économiques communs pourront se créer. Et peut-être que, comme dans l'Europe d'après-guerre, la paix passera par l'économie.

C'est ce que j'appelle « le pétrole contre la paix » (c'est aussi le titre de la conclusion de mon dernier livre).

Mettre fin au monopole du pétrole permettra non seulement de redéfinir la géopolitique mondiale de l'énergie. Cela contribuera peut-être aussi à la paix au Proche-Orient.